

# Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de  
l'actualité allemande

Du 27 mars au 2 avril 2025

**Les négociations en vue de la formation de la prochaine coalition se poursuivent.** La CSU attend des compromis de la part des sociaux-démocrates, qui de leur côté font l'éloge de l'approche adoptée jusqu'à présent. La CDU fait pression, notamment sur le thème de l'immigration. Le groupe de négociation principal au niveau de la direction doit maintenant trouver un accord sur les points de mésentente restants. Ceux-ci se situent entre autres dans la politique migratoire, la fiscalité, l'économie et les finances. On s'attend pour l'instant à ce qu'un nouveau gouvernement ne soit pas formé avant début mai.

**L'Allemagne s'apprête à envoyer 4 800 militaires ainsi que 200 civils en Lituanie, afin de renforcer le front est de l'OTAN de la menace russe.** Le commandant Christoph Huber, qui prendra également en charge les forces allemandes déjà présentes au sein du groupement tactique multinational de l'OTAN, affirme que cette mission a pour but de garantir la sécurité et la liberté de la Lituanie. L'unité sera pleinement opérationnelle et autonome d'ici 2027, avec un premier groupe de 150 soldats installé dès maintenant près de Vilnius, et 500 prévus d'ici fin 2025. Des infrastructures permanentes, y compris pour les familles, seront construites près de la frontière avec la Biélorussie. Cette initiative s'inscrit dans un effort de renforcement majeur de la défense allemande, avec un budget de 10 milliards d'euros prévu. Le ministre de la Défense Boris Pistorius souligne que "Poutine perturbe le pays sur tous les fronts", ce qui justifie cette mobilisation exceptionnelle.

**La France et l'Allemagne ont renouvelé leur partenariat pour les cinq prochaines années dans le domaine de la recherche et de la restitution des biens culturels spoliés entre 1933 et 1945.** Trois institutions sont impliquées, il s'agit de l'Office fédéral allemand pour la recherche de provenance des biens culturels spoliés (DZK), la Mission de recherche et de restitution des biens culturels spoliés entre 1933 et 1945 (M2RS) du ministère français de la Culture et de la Commission pour la restitution des biens et l'indemnisation des victimes de spoliations antisémites (CIVS). Leur accord vise à renforcer les échanges d'informations, améliorer la recherche de provenance des œuvres spoliées, alimenter les bases de données des deux pays, et organiser ensemble des événements comme des conférences ou publications franco-allemandes. Un groupe de travail paritaire franco-allemand sera quant à lui chargé de coordonner les projets, animer les échanges entre les équipes des deux pays et répondre aux demandes des chercheurs et des personnes concernées.

**Des chercheurs allemands proposent un programme d'accueil pour les scientifiques américains qui ne peuvent plus travailler librement sous le gouvernement Trump.** L'initiative vise à créer jusqu'à 100 postes de professeurs en Allemagne, à destination de ceux dont les recherches sont limitées ou entravées aux Etats-Unis. Le programme, appelé « Meitner-Einstein », vise particulièrement les domaines stratégiques comme l'intelligence artificielle, la robotique, la santé et le climat. La sélection des candidats se ferait avant tout sur la

base de l'excellence scientifique. Le nom du programme fait référence à Lise Meitner et Albert Einstein, tous deux forcés de fuir l'Allemagne dans les années 1930 à cause du régime nazi, poursuivant ensuite leur travail scientifique à l'étranger. Cette fois, l'idée serait de faire revenir des talents vers l'Allemagne.

**L'Allemagne rejette toute possibilité de relancer le gazoduc Nord Stream 2, malgré les discussions menées récemment par Moscou.** La ministre sortante des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a expliqué que ce projet avait coûté très cher à l'Allemagne et ne sera donc pas remis en service, même si une partie du gazoduc est encore intacte. Côté russe, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a affirmé que les discussions avaient lieu avec les Etats-Unis sur un éventuel retour des livraisons de gaz russe à l'Europe, mais il a reconnu que cela restait hypothétique.

## PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



La CDU du Land Bade-Wurtemberg s'apprête à nommer **Manuel Hagel** comme candidat principal aux élections régionales de mars 2026. La direction du parti s'est montrée satisfaite de cette candidature, ardemment attendue et annoncée par Hagel le week-end dernier. La nomination de Hagel lors du congrès de la CDU en mai est considérée comme une formalité. Sa mission est claire : mettre fin à l'ère des Verts qui aura duré 15 ans dans le Bade-Wurtemberg et réintégrer le siège du gouvernement que la CDU a occupé auparavant pendant 58 ans. Les chances de succès de Hagel ne sont actuellement pas mauvaises : l'actuel ministre-président des Verts, Winfried Kretschmann (76 ans), ne se représente pas. Les sondages montrent que la CDU devance les Verts de dix points depuis des mois. Les chrétiens-démocrates du Land ont également profité de l'essor de la CDU/CSU au niveau fédéral.

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

230 000

2	8	7
0	6	5
4	3	2
7	9	6
9	2	0

En 2024, l'Allemagne a enregistré environ **230 000 demandes d'asile**, contre plus de 329 000 en 2023. Cette baisse est attribuée par le gouvernement à un durcissement de sa politique migratoire. Depuis le début de l'année, les demandes d'asile ont chuté de plus de 40 % par rapport à la même période en 2023. Depuis la mise en place de contrôles frontaliers généralisés en septembre 2024, les autorités ont comptabilisé 86 000 tentatives d'entrée illégale, renvoyé 50 000 personnes et arrêté 2 000 passeurs. Parallèlement, l'Allemagne a délivré 172 000 visas pour des travailleurs qualifiés en 2024, ce qui représente une hausse notable par rapport à 2021. Le nombre de visas étudiants est également en hausse, avec 90 000 délivrés. La question de l'immigration est un point central dans les discussions politiques actuelles entre les conservateurs (CDU/CSU) et les sociaux-démocrates (SPD) pour la formation d'un nouveau gouvernement. Les deux parties s'accordent pour aller plus loin dans le durcissement de la politique migratoire.